

Il y a deux façons de prendre un débat.

La première est de poser deux alternatives qui s'excluent : soit privilégier les alliances en sacrifiant notre Parti et son programme, soit défendre notre Parti et son programme et sacrifier l'union.

Or, la situation est complexe. D'un côté, les sondages montrent une forte volonté d'union (plus de 70%) ; de l'autre, les mêmes sondages montrent qu'une candidature unique rassemble moins que des candidatures multiples. En gros c'est : l'union, mais derrière mon parti ! D'un côté, le fort refus de voter pour le moindre mal nourrit des inquiétudes légitimes pour le second tour et appelle à ce que la gauche se regroupe, de l'autre, le même refus du vote pour le moindre mal entraîne la réticence de nombreux communistes à soutenir Mélenchon 3, d'autant que le PCF a passé son tour 4 fois.

Le risque principal de cette approche est d'aboutir à un vote à 51% contre 49 et une démobilisation des battu.es, voire que certain.es passent outre et décident de soutenir une autre candidature que celle désignée par le Parti.

La 2^{ème} approche que je privilégie est la combinaison des deux. Je dis souvent que je suis communiste parce que je veux fromage et dessert : la révolution et les réformes, les luttes syndicales, associatives, de réseaux et la conquête de positions institutionnelles pour mettre en œuvre les revendications.

Nous devons désigner une personnalité de notre Parti pour porter nos combats et participer au débat. Chacun.e se rappelle la mésaventure de Ian Brossat écarté de nombreux débats ou classé comme « petit » candidat parce que le PCF avait été absent de la dernière présidentielle. Pour parler d'unité, encore faut-il avoir la parole ! Nous devons faire vite, pour éviter la mésaventure de Marie-George qui, après avoir perdu 1 an et demi à essayer de construire une unité, n'a plus eu que 3 mois pour mener campagne. En 2017, EELV a désigné Yannick Jadot, qui s'est retiré par la suite. Pour la petite histoire, il s'est retiré trop vite et a rejoint Hamon, alors que la dynamique a finalement été du côté de Mélenchon. Mais notre candidature ne doit pas se limiter à être une de plus, avec une campagne classique du style « qui m'aime me suive ! »

La première annonce est qu'une date de revoyure soit décidée pour proposer aux communiste le retrait de notre candidature si l'union des gauches se réalise. Le PCF ne ferme pas la porte ; bien au contraire, sa candidature porte la revendication d'unité et de sortie du présidentielisme.

Pour cela, il faut des candidatures collectives.

Pour commencer, notre PCF doit présenter un binôme paritaire pour l'Élysée et Matignon.

Cela permettra de répondre au rejet du pouvoir personnel et à la nécessité de la parité.

Ensuite, notre Parti doit désigner des ministres qui vont porter nos principales revendications :

- 1 ministre de la Sécurité d'Emploi et de Formation qui aurait en charge de chapeauter les ministères de l'économie, l'éducation, la formation professionnelle, ... Il poserait comme 1ère priorité de notre Parti la réponse révolutionnaire à la crise systémique du capitalisme et la satisfaction des besoins humains
- 1 ministre de la laïcité et la lutte pour les droits humains notamment contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie. Face à l'offensive du gouvernement sur ces questions, notre Parti doit porter le flambeau de la défense de la laïcité de 1905 et se porter aux cotés des personnes « damnées » de la France de Macron-Le Pen
- 1 ministre de la décarbonation de notre économie. Il est temps de dire à ceux qui ne veulent que la sortie du nucléaire « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». La

priorité est d'arrêter le réchauffement climatique par la réduction drastique de la consommation d'énergies carbonées pour le chauffage, les transports (ce ministère poussera au développement de transports collectifs publics et gratuits), la production d'énergie. L'indispensable sortie progressive du nucléaire se fera dans le cadre de la SEF non pas contre mais avec les spécialistes d'EDF qui, après une formation, seront les mieux placés pour démanteler les vieilles centrales.

- 1 ministre de la Paix et du Désarmement. Notre Parti est au point sur ces questions, mais qui le sait ? Créer un ministère permet de mettre dans le débat public une personnalité qui porte ces questions.
- 1 ministre de reconquête des droits et conquêtes de droits nouveaux. La question de la démocratie doit être portée par notre Parti, face au binôme Le Pen Macron qui avancent désormais main dans la main. Ce serait par ailleurs la meilleure réponse aux nostalgiques qui nous parlent de l'URSS alors que Staline est mort depuis 68 ans !
- 1 ministère des services publics et des nationalisations
- 1 ministère de la jeunesse, la culture et les sports
- ...

Enfin, il y aurait des ministères vacants, que l'on réserverait à d'autres partis, dans le cadre de notre recherche d'unité, notamment l'intérieur, les finances, la justice...

Nos « ministres » auraient naturellement vocation à devenir parlementaires, ce qui permettrait de mener de front candidature présidentielle et candidatures législatives.

L'idée est de dupliquer dans chaque département un contre-gouvernement chargé de porter nos combats et dont les membres mèneraient campagne en même temps pour les législatives, la présidentielle, et les élections locales. Les ministres au niveau départemental travailleraient en lien avec les ministres au niveau national et pourraient s'appuyer sur les commissions du PCF ouvertes à toutes les bonnes volontés et naturellement à chaque membre du Parti.

Tout cela permettrait une dynamique et une émulation qui relancerait la vie citoyenne dans notre Parti d'abord, puis plus largement. Ce serait une arme décisive pour faire reculer l'abstention et la coupure entre le peuple et la politique.

Ce serait en actes une rupture avec la 5^e République, qui crédibiliserait les critiques que nous adressons à la Macronie.